

Q2 sedo • qualité actuelle de l'offre au niveau de la lisibilité :

sedo L'enregistrement d'un .fr reste relativement simple et comme pour toutes les extensions nationales, le

sedo contact administratif doit posséder adresse postale française. Ce qui n'est toutefois pas toujours bien

sedo indiqué sur le site des registrars et que mêmes les domaines – les habitués des noms de domaine donc -

sedo se demandent quelles sont les règles. Des efforts de clarté sont donc manifestement nécessaires de la part

sedo du registre et des registrars.

sedo Concernant les transferts/transmissions des noms de domaine en .fr, il est positif de constater que les

sedo prestataires cherchent à simplifier de plus en plus la procédure (plus de formulaires) suite à la volonté de

sedo dématérialisation initialement exprimée par l'AFNIC.

sedo Concernant l'exposition enfin, une belle part est faite à la publicité pour les .fr sur les sites des prestataires,

sedo certains comme 1&1 en faisant même clairement leur « chouchou »

sedo • qualité actuelle de l'offre au niveau de la transparence tarifaire :

sedo Les tarifs varient de 7,16€ à 18€ TTC (6 prestataires observés), soit une moyenne de 12€. Certains

sedo n'hésitent pas à facturer jusqu'à 69€.

sedo Les tarifs du .fr étant en semblables à ceux du .com, le .fr n'est donc pas désavantagé par rapport à cette

sedo extension phare.

sedo • Organisation du secteur :

sedo La majorité des prestataires français sont membres AFNIC : 690 prestataires dont 250 offrant un service aux

sedo particuliers.

sedo Seul register.eu (prestataire luxembourgeois) et Lycos proposent un service de prête-nom pour les

sedo demandeurs étrangers. On peut donc déplorer un manque de ce côté, qui restreint l'offre et l'attractivité

sedo pour les entreprises internationales par exemple.

sedo Dans un monde parfait, les registrars feraient plus corps entre eux pour promouvoir ensemble le .fr. Car

sedo l'AFNIC ne le fait que modérément. Mais la concurrence entre les prestataires rend difficile le fait de faire du

sedo social.

sedo • Suggestions d'amélioration :

sedo Davantage de communication/de publicité sur la part du registre et des prestataires sur l'avantage

sedo commercial que peut avoir un .fr pour une entreprise. Le nom de domaine est un actif et on le présente

sedo souvent trop comme un passif (Cf. dépôts défensifs et protection de marque)

sedo Plus de travail d'éducation de la part du registre, qui est sur la bonne voie mais peut et doit faire mieux.

sedo Opérations de promotion de la part du registre, un peu comme on le voit/comme on l'a vu sur le .be.

sasi Pas de problème avec le .fr mais beaucoup de difficultés avec le .mq

sasi

sasi

open-it L'offre du « .fr » est sécurisante à plus d'un titre pour l'acquéreur, pour les marques

open-it commerciales, les collectivités. La lisibilité de la gestion du « .fr » est bonne du fait que le

open-it domaine est géré par une entité non commerciale. Par contre nous relevons au quotidien des

open-it dérives concernant les offres commerciales de certains bureaux d'enregistrement au niveau

open-it national concernant le prix de revente du « .fr », ce qui, selon nous, prête à confusion.

open-it L'offre sur le plan du « .mQ » est malheureusement inexistante, au moment où nous

open-it écrivons ces lignes. Il nous semble à la fois important et urgent de trouver une solution afin

open-it de confier la gestion du « .mQ » à un organisme compétent. Les entreprises et les natifs de

open-it la Martinique se trouvent lésés dans ce contexte. Pourquoi à la Guadeloupe, le « .gp » est

open-it disponible, ainsi que à la Réunion, et pas en Martinique.
open-it Pour ce qui est du « .mQ », nous souhaiterions que les Bureaux d'Enregistrement soit basés
open-it en Martinique et soient en nombre restreint, de manière à garantir un minimum de
open-it rentabilité pour les entreprises habilitées à sa commercialisation.
open-it Nous pensons qu'au-delà du nombre de bureaux d'enregistrement, il faut s'intéresser aux
open-it activités complémentaires de ceux-ci. Une plate-forme technique locale fournie par l'Office
open-it d'Enregistrement s'avèrerait nécessaire pour garantir une qualité de services compte tenu
open-it de l'étroitesse du marché (moins de 27 000 entreprises recensées).
open-it Concernant les domaines pour les particuliers il serait souhaitable de pouvoir justifier du
open-it Nom avec une pièce d'identité.
open-it Le positionnement de l'organisation professionnelle Open It Martinique est clair sur le
open-it sujet : nous souhaiterions proposer aux instances responsables, de confier la gestion de ce
open-it « .mQ », avec un cahier des charges à l'appui, sur les orientations.
open-it
open-it

mediaserv La qualité des .fr est bonne via une tarification claire et des contraintes
mediaserv diminuées depuis l'ouverture plus large du .fr.

mediaserv

mail-club Le nombre élevé de bureaux d'enregistrements, le manque de concentration du
mail-club marché rendent le marché illisible. Une récente étude de l'Afnic est sans équivoque
mail-club à ce sujet : « 72 % du panel n'est pas capable de citer un bureau d'enregistrement.
mail-club Pour les 28 % restant, les réponses démontrent une confusion entre les différents
mail-club métiers. Yahoo, Wanadoo, AOL, Hotmail ou d'autres sont cités comme bureaux
mail-club d'enregistrements alors que ce n'est pas leur métier ! » (Lire l'article suivant à ce
mail-club sujet : http://www.mailclub.info/article.php3?id_article=789).
mail-club Toutefois, certains acteurs importants du marché se distinguent, essentiellement celui
mail-club à destination des particuliers.
mail-club Afin de limiter le nombre de bureaux d'enregistrement et d'améliorer l'offre globale
mail-club assez inégale (pack hébergement, email, support téléphonique gratuit, surtaxé...),
mail-club un nombre minimum de .FR géré par un bureau d'enregistrement pourrait être
mail-club exigé ; en Suisse, le registre exige 1 000 .CH pour être partenaire de l'extension. La
mail-club situation actuelle avec une cotisation très faible (450 €) a poussé des clients finaux
mail-club (entreprises) à devenir registrar du .FR uniquement pour avoir accès au prix d'achat
mail-club faible du .FR (moins de cinq euros). Pourtant, ces sociétés ne commercialisent en
mail-club aucun cas des .FR auprès de tiers.
mail-club

isofrance La diversité de l'offre et des approches commerciales en font leur richesse.
isofrance Le prix n'est pas forcément le critère de choix du client final, particulier ou personne morale,
isofrance qui peut faire le choix de la proximité géographique, des services associés. La prestation de
isofrance nom de domaine n'est pas forcément, loin de là, une prestation unique. Elle peut s'inscrire
isofrance dans une démarche de messagerie électronique, hébergement, création de site web.
isofrance Pour le client final, la lisibilité et la transparence tarifaire sont le fait du bureau
isofrance d'enregistrement ou des prestataires faisant appel à leurs services.
isofrance L'abondance et la diversité de l'offre est un atout pour le client qui dispose de plusieurs
isofrance canaux pour trouver son prestataire : site de l'afnic, annuaire professionnel, moteur de
isofrance recherche, ...
isofrance
isofrance

inria-renat Le site de l'AFNIC ne publie que les noms des prestataires sans y associer leur offre
inria-renat tarifaire, ce qui permet à l'AFNIC de conserver sa neutralité (activité de gestion technique
inria-renat uniquement). En revanche la publication de l'offre AFNIC permettrait aux clients finaux
inria-renat d'étudier la valeur ajoutée apportée par leur prestataire : pour un client final se faire une
inria-renat idée du service proposé par un bureau d'enregistrement n'a pas l'air simple. Multiplier les
inria-renat offices d'enregistrement ne fera que complexifier le modèle.
inria-renat Le problème n'est pas le nombre de prestataires sur le marché mais la cohérence de leurs
inria-renat offres tarifaires.

Par ailleurs, le poids des bureaux d'enregistrement sur le fonctionnement de l'AFNIC est très important. Ils représentent le secteur marchand du nommage, qui est loin de correspondre à l'ensemble des secteurs économiques qui peuvent être impactés par les problèmes ou les politiques de nommage. L'ICANN gère ses relations avec les registrars de façon plus formelle, via un processus d'accréditation qui n'a pas été retenu par l'AFNIC. Le risque d'un tel système est sans doute de freiner le développement du .fr, mais il peut aussi être perçu comme une façon de responsabiliser les registrars et de minimiser les arbitrages qui devront être faits (manifestes) ou organisés (PARL) par le registre, tout en imposant un minimum de transparence tarifaire.

Même remarque pour le .re, et pas de remarque pour les autres ccTLD d'outre-mer.

inria-renater

inria-renater

La transparence du marché des noms de domaines nécessite une séparation claire entre les activités de registre, en charge de gérer la base de référence, et de fixer en concertation, les règles d'enregistrement, et la fonction de bureau d'enregistrement en charge de la commercialisation auprès du détenteur final.

La transparence tarifaire appliquée par l'AFNIC amène parfois à des incompréhensions pour le client final, voire la confusion de celui-ci entre les tarifs du registre et le prix final pratiqué par les prestataires incluant les services de ces derniers. Il serait utile d'avoir une communication très claire sur ce plan.

L'organisation actuelle sur .fr paraît satisfaisante, et peut constituer un modèle pour l'organisation des autres extensions françaises

fce telecom

fce telecom

Nous ne comprenons pas grand-chose à l'offre ".fr" et n'avons pas pratiqué l'offre ".re".

Nous avons payé entre 7 et 35 euro pour des noms de domaine français avec la meilleure offre de service (validation rapide, paiement simple) par l'offre la moins chère.

Il devrait y avoir un guichet unique, un tarif unique, pour un service public identique. La

prestation est un nom de domaine opérationnel pendant un an. Lorsque l'on passe son permis

de conduire en France, tout le monde paie la même taxe.

Les prestations complémentaires et responsabilités de fournisseurs de services ne devraient en

aucun cas être liées. Ceci est hérité du système de l'ICANN qui a d'autres motivations et est

fondé sur un droit incompatible avec le statut légal du nommage en France et l'égalité

républicaine.

Cette approche résulte de l'anomalie d'une association d'intérêt public ayant pour membres et

financement des intérêts particuliers. L'assise de l'AFNIC devrait uniquement être celle de ses

registrants, la cotisation annuelle étant incluse dans la redevance des noms de domaine.

France large

dotanco Le nombre de bureaux d'enregistrement en .FR (environ un millier)

est certes plus élevé qu'en .DE (environ 260 d'après

http://www.denic.de/en/denic/mitgliedschafce_telecom/mitgliederliste/index.jsp)

mais bien plus faible que le nombre de membres de Nominet pour le

.UK (environ 2370 d'après

<http://www.nominet.org.uk/governance/members/list/>) et encore plus de

bureaux en .UK (environ 4260 d'après

<http://www.nominet.org.uk/registrars/becomeregistrar/taglist/> mais

une même entité peut être plusieurs fois « registrar »), et très

proche du nombre de bureaux accrédités par l'ICANN

(937 à notre dernier décompte sur nos propres statistiques

disponibles sur

http://www.dotandco.net/ressources/icann_registrars/index.fr)

Si les discussions autour du nombre de bureaux et la définition même

de ce que devait être un bureau (et donc de qui avait le droit d'en

devenir un notamment pour le .FR) ont été fréquentes au sein même des

comités de concertation de l'AFNIC concernant les bureaux, il n'a

jamais été clairement exposé quel était le problème sous-jacent que

dotanco l'on essayait de résoudre, notamment face à la proposition des
dotanco bureaux existants de tout faire pour limiter le nombre de bureaux
dotanco (pratique monopolistique par excellence).
dotanco Contrairement à ses homologues, l'AFNIC a créé un « indice qualité »
dotanco concernant les bureaux afin de les présenter sur le site web du
dotanco registre avec une « note », sensée simplifier le choix du visiteur
dotanco quant à son bureau de prédilection. Cette note a mis des années avant
dotanco d'éclorre, et finalement dès son arrivée s'est révélée être un piètre
dotanco outil. Elle devrait donc tout simplement être supprimée et enterrée.
dotanco L'argument restant donc face à un éventuel problème du nombre de
dotanco bureaux reste le peu de lisibilité de la liste des bureaux sur le
dotanco site du registre.
dotanco Cependant il est peu probable que cette liste soit très utilisée : il
dotanco serait intéressant d'ailleurs que l'AFNIC donne des statistiques sur
dotanco la fréquentation des pages de son site web ayant attiré à la liste
dotanco des bureaux, ainsi que le nombre de clic sur le site web d'un bureau
dotanco à partir de cette liste, et le nombre de recherches se faisant avec
dotanco le critère « indice qualité » comme tri par opposition au critère «
dotanco ordre alphabétique » par défaut.
dotanco On s'apercevrait sûrement du peu d'usage. Autrement dit il est bien
dotanco davantage probable qu'un futur client ne cherche déjà pas juste un
dotanco nom de domaine mais une prestation complète type « hébergement site +
dotanco nom de domaine » et/ou « adresses de courrier électronique + nom de
dotanco domaine ». Auquel cas il se tournera vers des « hébergeurs » connus
dotanco ou avec lesquels il travaille déjà, voire son fournisseur d'accès,
dotanco ou fréquentera des forums de
dotanco discussion pour demander leurs avis à d'autres utilisateurs, ou se
dotanco laissera conseiller par son entourage. En effet, tout le monde ne sait
dotanco pas forcément que le .FR est géré par le registre qui s'appelle
dotanco l'AFNIC et que ce dernier dispose d'un site web <http://www.afnic.fr/>
dotanco D'ailleurs une recherche sur les mots-clefs « registrars .FR »
dotanco (« bureaux .FR » donnent des résultats sans rapport avec les noms de
dotanco domaine compte-tenu du terme bureau polysémique) dans Google, ne
dotanco présente un lien vers le site de l'AFNIC et la liste des prestataires
dotanco qu'en 6ème place, avec un intitulé pas forcément évident pour un
dotanco néophyte.
dotanco Aussi si le nombre de bureaux est un problème, cela semble être
dotanco surtout un problème pour les bureaux actuels, et pas tant pour le
dotanco client final. Même si comme dans beaucoup d'autres gTLDs et
dotanco probablement ccTLDs, quelques bureaux gèrent la majorité des noms,
dotanco l'AFNIC a affirmé que les autres bureaux, inactifs ou très peu
dotanco actifs, n'étaient pas une charge pour elle, mais bien au contraire un
dotanco bénéfice (paiement de la cotisation annuelle et peu de service de
dotanco type « support » à assurer compte-tenu de l'activité réduite).
dotanco Le nombre de bureau en soit n'est donc pas un problème et a peu
dotanco d'impact au final sur la diffusion des extensions.
dotanco Par contre on peut s'étonner que le .FR, contrairement aux gTLDs ou à
dotanco d'autres ccTLDs comme le .DE, n'impose aucun critère technique :
dotanco devenir bureau se résume à remplir quelques papiers et payer son dû.
dotanco Le registre ne vérifie à aucun moment que le bureau est
dotanco techniquement apte à s'interfacer avec le registre, envoyer des
dotanco commandes correctes, recevoir et comprendre les réponses, etc.
dotanco Alors qu'il est très probable que la part majeure du support au
dotanco niveau du registre, pour la partie concernant le bureau, risque
dotanco d'être sur des sujets de ce type, comme les tests ZoneCheck évoqués
dotanco précédemment.

dotanco Le registre propose certes des formations - tant administratives que
dotanco techniques - , mais elles ne sont pas
dotanco obligatoires, et ont eu de moins en moins de succès avec le temps,
dotanco pour avoir maintenant quasiment disparu.

dotanco Si on veut améliorer la qualité du .FR, plutôt que de passer des
dotanco années à essayer de construire un indice qualité qui finalement ne
dotanco représente rien et n'est pas utile, le registre devrait s'assurer des
dotanco capacités techniques des intervenants avec lesquels il travaille.

dotanco Cela a un impact immédiat et tangible sur sa charge de travail, tant
dotanco au niveau technique (ex: surcharge des systèmes par des commandes
dotanco erronées) qu'au niveau humain (ex: gestion du support technique).

dotanco On pourrait imaginer qu'il vérifie aussi les capacités financières,
dotanco comme cela est vaguement fait dans les gTLDs, mais cette tâche est
dotanco plus difficile, et semble surtout sortir des attributions d'un
dotanco registre qui doit surtout s'occuper des aspects techniques.

dotanco Quant à la politique tarifaire, il ne faut pas perdre de vue que celle
dotanco du registre est, dans une certaine mesure, assez peu couplée avec
dotanco celles des bureaux. On l'a vu tant à l'échelle des ccTLDs qu'à
dotanco l'échelle du .FR et des baisses de prix récentes, les bureaux ne
dotanco répercutent pas nécessairement les rabais du registre (qu'ils soient
dotanco liés à une baisse des prix ou des offres promotionnelles ponctuelles
dotanco comme cela se fait dans les gTLDs) à leurs clients finaux. A
dotanco contrario, les bureaux vendent parfois les domaines moins chers que
dotanco le prix qu'ils payent eux-même au registre, surtout si on tient
dotanco compte de tous les frais et charges annexes (cotisation annuelle,
dotanco coûts techniques, coûts humains, etc.), ou avec des marges
dotanco ridiculement faibles en-dehors d'un volume conséquent (par exemple
dotanco vente à 5 euros pour un prix AFNIC de 4,80 euros) ; ceci illustrant
dotanco que le nom de domaine n'est pas un produit en soit, mais un produit
dotanco attaché à d'autres prestations (typiquement l'hébergement web), ce
dotanco qui confirme l'assertion précédente comme quoi on risque plus
dotanco volontier de se tourner vers un hébergeur pour lui demander un site
dotanco web et donc éventuellement un nom de domaine en .FR, que directement
dotanco aller chercher uniquement une structure qui fait des noms de domaine
dotanco pour aller après chercher un hébergeur.

dotanco Les prix actuels du .FR sont dans la « norme » si on les compare à
dotanco d'autres extensions, et ils doivent juste rester dans une optique
dotanco orientée vers les coûts, puisque le registre est à but non lucratif,
dotanco avec des excédents qui peuvent être utilisés pour le financement de
dotanco projets de recherche ou d'offres promotionnelles ponctuelles.

dotanco La séparation récente de la notion de membre de celle de la notion de
dotanco bureau permettant à toute entité de participer à la vie du registre
dotanco (dans les limites très étreintes cependant des possibilités offertes
dotanco par les statuts actuels) et à tout bureau de choisir entre 2 options
dotanco tarifaires est une bonne chose, car l'existence de ces 2 niveaux de
dotanco tarifs à toujours été sujet à débat.

dotanco Cette évolution pourrait d'ailleurs maintenant même se prolonger en
dotanco offrant davantage de que 2 niveaux tarifaires, tout simplement avec
dotanco un tarif de base et des réductions au volume, par paliers et selon
dotanco l'activité. Cela permettrait de laisser le .FR accessible à tous les
dotanco bureaux qui souhaitent avoir cette activité, avec des réductions
dotanco conséquentes pour les plus actifs. C'est d'ailleurs un modèle souvent
dotanco utilisé par les bureaux eux-mêmes vis à vis de leurs clients finaux
dotanco (par rapport au volume ou au nombre d'annuités réservées pour les
dotanco registres permettant l'achat sur une période de 1 à 10 ans).

dotanco Au niveau des services offerts par le registre à ses bureaux, on peut

dotanco estimer apercevoir une amélioration globale récemment avec davantage
dotanco de prise en compte des avis des bureaux, même s'il n'en reste pas
dotanco moins vrai qu'avec seulement 2 représentants au sein du conseil
dotanco d'administration, le poids des bureaux est somme toute assez virtuel,
dotanco comme l'est aussi celui des utilisateurs finaux.

dotanco Les utilisateurs pourraient peut-être avoir l'impression d'être un
dotanco peu plus concerné s'ils pouvaient par exemple, à l'instar du .CA,
dotanco directement voter pour des représentants, à partir du moment où ils
dotanco possèdent un nom de domaine (adhésion gratuite au registre du .CA
dotanco pour tout possesseur d'un nom de domaine au .CA donnant le droit de
dotanco vote à l'élection du conseil d'administration, ou sur des
dotanco modifications des règlements du registre, ainsi que de participer au
dotanco fonctionnement en contact avec les autres membres et les
dotanco administrateurs).

dotanco Les opérations de « co-marketing » (marketing spécifique d'un bureau
dotanco financé en partie par le registre, quand il s'agit de promouvoir le
dotanco .FR) sont semblables à ce qu'on trouve dans d'autres gTLDs, mais il
dotanco reste à voir leur efficacité. Il semblerait que les bureaux utilisent
dotanco peu cette opportunité, d'après ce que dit l'AFNIC.

dotanco

dataxy Concernant le développement de la zone auprès des entreprises:

dataxy - L'Afnic a développé des partenariats au niveau des chambres de commerce régionales afin que
dataxy dès la création de l'entreprise, le créateur soit informé et assisté pour réserver son nom de domaine
dataxy en .fr . Il conviendrait d'accentuer ces partenariats afin de diffuser l'information au plus grand
dataxy nombre d'entreprises,

dataxy Pour les personnes physiques, la médiatisation de l'affaire Milka et l'injustice ressentie par la
dataxy population d' internautes a naturellement nuit à l'image et à l'usage des noms de domaine, en
dataxy particulier dans la zone .fr , les particuliers percevant une identité numérique en .fr comme une
dataxy source d'ennuis et de conflits potentiels, et ce dans un contexte où l'on assiste à une nouvelle forme
dataxy de conflits de type «reverse domain hijacking »

dataxy De même, les initiatives parlementaires ayant pour objectif de condamner pénalement les porteurs
dataxy de nom de domaine (assemblée nationale, proposition de loi No 3726) renforcent le trouble créé
dataxy dans l'esprit des candidats au .fr .

dataxy - Le registre du .fr doit contribuer à améliorer la circulation de l'information, en particulier dans le
dataxy cadre d'accords marketing signés avec les chambres de commerce et professionnelles, les centres
dataxy de formalité des entreprises et les inpi régionales.

dataxy La répartition de bureaux d'enregistrement établis sur tout le territoire français sont synonymes de:

dataxy - réduction de la facture numérique (répartition des bureaux d'enregistrement sur tout le territoire
dataxy français ,

dataxy - proximité avec les prestataires informatiques,

dataxy - qualité de l'expertise et du conseil des bureaux d'enregistrement,

dataxy - concurrence saine pour le niveau des prix et la qualité des prestations,

dataxy - transparence tarifaire (packages, réservation seule, ,,,)

dataxy

dataxy

cci-martiniLa qualité actuelle est bonne. Le nombre important de bureaux d'enregistrement n'est
cci-martini pas gênant. Il participe au contraire à la notoriété du « .fr » auprès des entreprises.

cci-martinique

cci-martinique

cahri .FR : La procédure est très bien organisée et très simple, mais il y a quelques couacs. Par
cahri exemple, nous avons de manière périodique des problèmes à enregistrer des .FR si nous
cahri mettons Réunion comme territoire dans l'adresse de l'entreprise (ce qui est pourtant le
cahri cas).

cahri .RE : Idem .FR, sauf que nous sommes obligés de créer deux identifiants quelques fois :
cahri un avec la Réunion comme territoire et l'autre avec France comme territoire...

cahri Les deux : les procédures de transferts des noms de domaines sont trop lourdes et trop

cahri longues par rapport au .COM.

cahri

cahri

afnic

a) Structure géographique

afnic

Les bureaux d'enregistrement sont répartis sur l'ensemble du territoire et à l'étranger pour 12 % d'entre eux (majoritairement en Europe mais aussi aux Etats-Unis ou en Australie par exemple).

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

La moyenne nationale est d'environ huit bureaux d'enregistrement par département, avec de très forts écarts. Paris concentre à lui seul 20 % des bureaux d'enregistrement de noms de domaine .fr, et les huit départements de l'Île-de-France plus de 40 % d'entre eux. À l'inverse, 19 départements ne détiennent qu'un seul bureau d'enregistrement, et 11 n'en ont aucun (Cher, Haute-Marne, Haute-Saône, Loir-et-Cher, Lot, Lozère, Nièvre, et en outre-mer Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française et Wallis et Futuna).

afnic

b) Diffusion vers les personnes morales et les personnes

afnic

physiques

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

La majorité des bureaux d'enregistrement possède une clientèle essentiellement professionnelle. Inversement, quelques bureaux d'enregistrement parmi les plus importants ont une clientèle à forte majorité grand public. La distinction s'estompe rapidement entre personnes morales et physiques dès qu'on observe le marché des TPE et professions libérales.

L'ouverture aux particuliers a entraîné une restructuration de la profession. Ainsi certains petits bureaux d'enregistrement, par exemple, se transforment en revendeurs associés à des bureaux d'enregistrement gérant des portefeuilles de noms de domaine plus importants, ce qui réduit d'autant le nombre total de bureaux d'enregistrement. 33 % des .fr appartiennent désormais à des particuliers.

Il convient de souligner qu'on n'observe pas de corrélation entre la taille de l'extension (le nombre d'enregistrements) et le nombre de bureaux d'enregistrement. Les 2000 bureaux d'enregistrement britanniques ont enregistré plus de 6,5 millions de noms de domaine, les 3000 bureaux néerlandais enregistraient 2,8 millions, tandis qu'avec « seulement » 300 bureaux d'enregistrements, le .de dépasse les 12 millions d'enregistrements. Autre exemple, le registre du .be travaille avec environ 400 « agents » (équivalent du bureau d'enregistrement) et gère environ 800 000 noms de domaine.

afnic

c) Tarifs

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

Les tarifs sont librement fixés par les bureaux d'enregistrement. Il est possible de réserver un nom de domaine à partir de 6 euros par an (contrat tacitement reconductible chaque année).

Ce tarif peut augmenter en fonction des services annexes fournis (hébergement du site, gestion des adresses électroniques, accès à Internet, etc.).

Les tarifs pratiqués varient de 6 € à 110 € 4 : ces écarts tarifaires correspondent à une diversité de prestations et de services à valeur ajoutée (services juridiques, référencement, etc.).

afnic

d) Compétition

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

afnic

Le marché des bureaux d'enregistrement de noms de domaine sous .fr est peu concentré sur le secteur des personnes morales, le premier acteur détenant seulement 15 % de parts de marché. Il est nettement plus concentré sur le secteur des particuliers (25 % pour le premier acteur). La concurrence reste néanmoins vive, au bénéfice de l'utilisateur qui peut accéder à des offres de service variées et couvrant un large spectre de besoins.

Par les fonctions qu'ils assurent et les services, de plus en plus diversifiés, qu'ils fournissent à l'ensemble des acteurs de l'économie, mais aussi aux citoyens et aux internautes, les bureaux d'enregistrement sont un maillon essentiel de l'écosystème plus vaste de l'économie numérique

acfc-ccip Au niveau des services accessibles aux utilisateurs finaux, le secteur d'activité apparaît en

acfc-ccip cours de rationalisation mais on observe encore trop de disparités dans les tarifications aux
acfc-ccip utilisateurs finaux alors que les produits et les services (et surtout leur contenu) offerts par
acfc-ccip les bureaux d'enregistrement restent difficiles à comprendre pour la plupart des
acfc-ccip utilisateurs..... (particuliers et entreprises)....

acfc-ccip

acfc-ccip

06-12 Le nombre de prestataire du .fr est largement suffisant. Le .re se fait plus rare, mais on le
06-12 trouve toujours. Il n'y a pas de problème particulier, sauf pour la diffusion du .re vers les
06-12 particuliers, en effet ce nom de domaine est réservé aux entreprises associations et non
06-12 particuliers.

06-12

spt-wf Aucune suggestion.

spt-wf Le problème qui se pose essentiellement est l'utilisation généralisée du nom de domaine
spt-wf calédonien .nc, y compris le Service des Postes et Télécommunications (SPT), très peu

spt-wf d'utilisateurs locaux (administration supérieure par exemple utilise le .org) se servent des

spt-wf suffixes nationaux, il y a donc une grande méconnaissance des tarifs en cours et un manque

spt-wf totale d'appréciation quant à la qualité de l'offre

spt-wf

05-26-pp il est certain que la multiplication des offres noie leur compréhension et une

05-26-pp comparaison aisée par celui – débutant – qui est en recherche.

05-26-pp

05-26-pp

pp-B1431L'abondance des bureaux d'enregistrement ne facilite pas le choix et leur faible taille et

pp-B1431notoriété pour certains peut présenter des risques pour leur pérennité.

pp-B1431Limiter le nombre de bureaux d'enregistrement.

pp-B143105-20B

pp-B143105-20B

pp-05-20 il n'y a pas de problème sur l'offre actuelle. La seule amélioration

pp-05-20 serait une publicité plus importante sur le coût réel d'enregistrement et

pp-05-20 de maintenance d'un domaine afin d'encourager la «vérité des prix».

pp-05-20

pp-05-20

pp-05-05 Lisibilité: OK en France.

pp-05-05 A l'International ?

pp-05-05 Transparence tarifaire: Tarifs variables selon les registrars et intermédiaires.

pp-05-05 Idem commerce standard.

pp-05-05

pp-05-05

pp-04-29 L'offre s'améliore, même si les tarifs restent relativement (trop) élevés, l'accession

pp-04-29 aux particuliers est en particulier absolument nécessaire pour accroître l'attractivité

pp-04-29 et la popularité des domaines, cela étant, les procédures d'enregistrement et de

pp-04-29 transfert sont tout simplement trop lourdes et totalement stupides.

pp-04-29 (la vérification de DNS, d'identifiant de création AFNIC, et TVA

pp-04-29 intracommunautaire et j'en passe)

pp-04-29 Tout cela tend à rendre le .fr en particulier totalement inutilisable ou trop long à

pp-04-29 gérer

pp-04-29 Le plus simple serait probablement de s'aligner sur la gestion d'un .com, en incluant

pp-04-29 le numéro de SIREN pour protéger les personnes morales.

pp-04-29

pp-04-29

06-24-pp Qualité actuelle satisfaisante

06-24-pp La question est moins celle du nombre de bureaux que celle du suivi de leur activité.

06-24-pp

06-24-pp

06-13-pp Ma réponse porte principalement sur les services accessibles à l'utilisateur final.

06-13-pp L'offre ".fr" est peu lisible, en commençant par le site web ".fr" de l'OE. L'information aux

06-13-pp utilisateurs devrait être conçue du point de vue d'utilisateur, et être complète. Les menus
06-13-pp déroulants du site ".fr" sont particulièrement fatigant, et bien chaotiques. Il y a des informations
06-13-pp ou procédures qui ne sont pas explicités, que l'on découvre en route, et qui font que certains
06-13-pp délais sont impossibles à estimer - comme j'ai pu pratiquer lors d'un transfert de domaine fin
06-13-pp 2007.
06-13-pp La Charte de nommage n'existe qu'en format propriétaire PDF, peu pratique pour la navigation. Il
06-13-pp n'est pas possible de voir ses changements au fil des temps.
06-13-pp Les Statuts de l'Association, avec les membres fondateurs, d'honneur, et "subventions éventuelles
06-13-pp de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publiques" sentent la naphthaline
06-13-pp Il n'y a aucun schéma des relations contractuelles entre le OE, les BEs et les utilisateurs finaux,
06-13-pp explicitant les droits et devoirs contractuels de chacun. Il manque des procédures de recours
06-13-pp contre l'OE, ou les BEs.
06-13-pp La quantité des BEs est déraisonnable pour un utilisateur final, les options "1" ou "2" sont
06-13-pp lunaires, probablement une relique du passé, incompréhensibles. Il n'y a strictement aucune
06-13-pp information utile portant sur les BEs, leurs sites web sont inexistant, ou ont des URLs sans objet
06-13-pp avec le commerce des domaines. L'utilisateur final n'a aucune chance de trouver des BEs
06-13-pp professionnels compétents, sur des documents statistiques factuels. On peut se demander si la
06-13-pp plupart des BEs n'utilisent pas l'Afnic pour une référence publicitaire - pour le prix d'option "2"
06-13-pp ils acquièrent une place sur un site web très connu, et se font de la pub à bon marché, sans offrir
06-13-pp le moindre service commercial dû par un BE sous contrat.
06-13-pp Comment améliorer cela ? Il est probablement impossible de liquider des avantages acquis (de ne
06-13-pp rendre aucun service à personne sauf soi-même et se faire une pub à peu de frais) des certains
06-13-pp BEs. En revanche il est tout à fait urgent et possible, l'ICANN le fait (en respectant le MoU),
06-13-pp d'obliger chaque BE de fournir périodiquement, par trimestre, les statistiques sur la qualité et
06-13-pp quantité des services: nombre de domaines dans le portefeuille du BE, variation en nombre et
06-13-pp pourcentage, des ajouts et des suppressions. Bien évidemment lister plus de 1000 documents PDF
06-13-pp par BE par trimestre ne servirait à rien à un utilisateur final, c'est donc à l'OE d'exiger de chaque
06-13-pp BE une ligne au format précis, et c'est à OE de fournir un tableau de compilation trié - comme
06-13-pp fait VeriSign, l'OE du ".com" ou ".net".
06-13-pp Il serait aussi urgent de faire faire un audit des BEs contractant du ".fr" à une entreprise
06-13-pp extérieure, et de le publier. Si possible comparer les BEs du ".fr" à un panel de référence des BEs
06-13-pp européens, sur la qualité et quantité des services rendus, et sur la diversité des serveurs de nom.
06-13-pp
06-13-pp

Q2 bindom Le modèle de diffusion adopté depuis ses débuts par l'AFNIC, celui d'un
indom registre neutre commercialisant ses extensions par le biais d'un réseau de
indom bureaux d'enregistrement accrédités, nous semble être le meilleur. C'est par
indom ailleurs le seul modèle ayant prouvé sa fiabilité et son efficacité au niveau
indom 8
indom mondial . Il donne un marché très actif, sur lequel les acteurs rivalisent en
indom termes de prix et de qualité de service.
indom 9
indom Ce modèle fonctionne également bien sur le .FR , sur lequel la diversité en
indom termes d'offres et de prix est indéniable.
indom Logiquement, on retrouve sur le .FR les mêmes problèmes que ceux générés
indom par le système du .COM : il est difficile pour l'utilisateur final d'identifier,
indom parmi un nombre important de prestataires, ceux qui sont réellement
indom 10
indom actifs . Or le métier de prestataire requiert une expérience, un savoir-faire
indom technique, une solidité financière et, comme critère plus subjectif, nous
indom considérons également comme souhaitable d'avoir des prestataires "engagés"
indom et soucieux de la qualité des extensions qu'ils vendent.
indom Ces qualités ne peuvent être assurées par des prestataires qui ne pratiquent
indom jamais l'activité de bureau d'enregistrement. Les utilisateurs qui
indom sélectionnent ces prestataires sur la liste affichée sur le site de l'AFNIC ne
indom peuvent donc qu'être déçus. Il en résulte une perte de confiance dans le

indom produit .FR en particulier et dans le produit nom de domaine en général.

indom Faut-il préserver les rentrées financières que représentent les cotisations

indom annuelles de ces bureaux d'enregistrement inactifs (forcément très peu

indom consommateurs de ressources internes pour l'AFNIC) ? Ou vaut-il mieux

indom œuvrer pour la professionnalisation du marché, ce qui paraît aussi relever

indom des prérogatives d'un registre jouissant d'un monopole sur la diffusion d'une

indom extension et donc d'un potentiel de contrôle fort sur son réseau de vente ?

indom Actuellement, pour devenir bureau d'enregistrement accrédité par l'AFNIC,

indom il suffit de verser la cotisation annuelle réclamée. Sur les extensions

indom 11

indom génériques, les procédures d'accréditation portent sur des critères plus

indom exhaustifs, dont la solidité financière du prestataire et ses compétences

indom techniques.

indom Pourtant, l'AFNIC sait mettre en place des critères de sélection beaucoup

indom 12

indom plus strictes pour ses prestataires. Prenons l'exemple du SQUAW , service

indom sur lequel l'AFNIC a souhaité fortement contrôler l'accès : un contrat

indom spécifique est établi avec chaque prestataire (dans lequel ce dernier doit

indom décrire avec précision la façon dont il compte commercialiser ou utiliser le

indom service et l'exploitation technique qu'il compte en faire) et chaque

indom candidature passe devant un « comité d'évaluation » interne.

indom Les grandes lignes de cette méthode ne pourraient-elles pas être retenues

indom pour accréditer les bureaux d'enregistrement ?

indom Nous recommandons une procédure d'accréditation plus stricte,

indom visant à proposer aux utilisateurs du .FR des interlocuteurs qualifiés

indom pouvant leur assurer un service optimal.

sedo Cf. réponse 1bis : aucune remarque particulière à formuler : ce sont des extensions beaucoup trop

sedo marginales pour juger de la qualité de l'offre d'enregistrement.

sedo

sedo

mediaserv Les extensions d'outre-mer, n'adoptant pas charte globale, manquent de

mediaserv visibilité en termes de tarification et aussi en termes de conditions.

mediaserv

mediaserv

mail-club Peu de prestataires commercialisent les extensions des DOM TOM du fait de leur

mail-club statut inactif. Si un registre commun reprenait la gestion de l'ensemble de ces ccTLD

mail-club français, on pourrait gagner en visibilité. Le bureau d'enregistrement choisirait lors de

mail-club son accréditation les extensions qu'il commercialiserait (.FR, .GP, .GF, .RE...)

mail-club

mail-club

France larçNous n'avons pas pratiqué cette offre à ce jour. Le principe de service public d'intérêt

France larçcommun devrait être le même que celui demandé pour le territoire métropolitain.

France large

France large

dotanco Dans la suite de la réponse 1bis, pour démarrer efficacement ces

dotanco extensions une fois le cadre légal éclairci, il pourrait être logique

dotanco d'envisager que tout bureau actuel du .FR, au-delà d'une certaine

dotanco période d'adhésion (6 mois ou 1 an par exemple), et si des tests

dotanco techniques ont été concluants, soit automatiquement (s'il le désire)

dotanco bureau pour ces extensions. Ceci permettrait une mise sur le marché

dotanco très rapide, et diminuerait la charge administrative.

dotanco Et cela même si ce sont différentes entités qui deviennent registres

dotanco pour les différentes extensions (par opposition à une situation où

dotanco l'actuelle AFNIC serait registre de l'ensemble), avec des clauses à

dotanco cet effet prises en compte lors du choix des registres par le

dotanco gouvernement

dotanco Ceci permettrait, éventuellement, d'imaginer des achats couplés (même
dotanco domaine sous plusieurs extensions obtenues simultanément par un seul
dotanco achat).
dotanco Aussi, les actuels possesseurs d'un .FR pourrait avoir une priorité
dotanco pendant quelques semaines à l'enregistrement du même nom dans un autre
dotanco extension lors du démarrage de celle-ci,
dotanco la possession du nom en soit pouvant être considéré comme
dotanco un droit antérieur.
dotanco Mis à part cela, pas de réponse spécifique pour ces extensions
dotanco puisqu'elles sont inexistantes en pratique.
dotanco
dotanco

cci-martiniL'offre actuelle sur le « .mQ » est très mauvaise : peu connue, peu ou plus de bureaux
cci-martini d'enregistrements, délais longs, coûts trop important par rapport à d'autres extensions,
cci-martini nic inexistant...

cci-martini que
cci-martini que

afnic Des bureaux d'enregistrement sous contrat avec l'AFNIC pour le .fr et le .re sont
afnic implantés dans les DOM-TOM : six bureaux d'enregistrement à la Réunion, cinQn
afnic Martinique, un en Guadeloupe, en Guyane et à Saint-Pierre et Miquelon.
afnic Toutefois, il importe de préciser que la plupart des noms de domaine de ces
afnic extensions restent commercialisés par des bureaux d'enregistrement basés en
afnic métropole.

afnic
afnic

o6-12 Je n'ai jamais vu de prestataire pour les noms de domaine des DOM (sauf
o6-12
o6-12

spt-wf idem
spt-wf
spt-wf

cr martiniq La qualité actuelle de l'offre .mQ n'est pas acceptable en l'état. Aujourd'hui, aucun
cr martiniq nouveau enregistrement n'est possible. Le conseil régional de Martinique souhaite se
cr martiniq positionner en tant qu'entité administrative en charge de l'administration du .mq
cr martiniq afin d'assurer une stabilité et une pérennité qui a fait défaut jusqu'à lors à notre
cr martiniq code-pays.

cr martiniq Historiquement, le .mQ appartient à SYSTEL, société privée créée par M. Claude
cr martiniq BLANDIN et M. John Charles BROOMFIELD, et était gérée techniquement par une
cr martiniq seule personne, M. BROOMFIELD.

cr martiniq Cependant, la société SYSTEL n'existe plus. Suite à des rachats de sociétés en
cr martiniq chaîne, un imbroglio juridique empêche d'avoir une lisibilité sur l'entité
cr martiniq administrative en charge du .mq.

cr martiniq De plus, l'entité technique en charge de la gestion du .mQ est injoignable et ne
cr martiniq manifeste plus aucun intérêt à cette gestion.

cr martiniq Enfin, les serveurs sont hébergés techniquement par mediaservopérateur de
cr martiniq télécoms, qui n'a pas le droit de relancer l'offre sinon de maintenir les serveurs en
cr martiniq état de fonctionnement.

cr martiniq Face à cette instabilité chronique, au flou juridique et technique autour de
cr martiniq l'administration de ce code-pays et au manque d'implication des entités
cr martiniq administratives comme techniques, il convient de débloquer au plus vite la
cr martiniq situation. On note que les structures entièrement privées ou n'engageant qu'une
cr martiniq seule personne ne correspondent pas aux attentes dans l'administration des codes-
cr martiniq pays.

cr martiniq C'est pourquoi le conseil régional de Martinique a sollicité l'ICANN et l'IANA afin de
cr martiniq lancer une procédure de re-délégation et de se positionner en tant qu'entité
cr martiniq administrative en charge du .mq. Un éWpela candidatures puis une sélection des

cr martiniprojets nous permettront de choisir l'entité technique en charge de l'offre.
cr martiniquLaRégion Martinique en charge de l'aménagement numérique du territoire
cr martiniquconsidère que l'administration de notre code-pays est dans la continuité des projets
cr martiniquinnovants d'architecture menés par elle et s'inscrit totalement dans le Schéma
cr martiniquMartiniquais de Développement Economique.